



Saisir les opportunités offertes par la mondialisation

La défiance à l'égard du libre-échange et de la mondialisation croît dans de nombreux pays industrialisés occidentaux. Leur impact économique est pourtant incontesté: le libre-échange est gage de croissance et de prospérité. Dans une étude présentée aujourd'hui, economiesuisse examine les défis et les opportunités liés à la mondialisation pour le commerce mondial et, en particulier, pour la Suisse en tant que nation exportatrice par excellence.

Il est apparemment devenu de bon ton de critiquer la mondialisation. Et ce, alors même que l'intégration économique accrue des pays aux quatre coins du globe a donné des ailes à la croissance économique et entraîné une hausse notable des revenus à l'échelle mondiale. C'est une raison suffisante pour qu'economiesuisse, l'organisation faîtière de l'économie, décide de rétablir quelques faits relatifs au commerce mondial dans l'étude **«Le rôle sous-estimé de la mondialisation»** présentée aujourd'hui.

Grâce à la mondialisation, la prospérité a augmenté et la pauvreté a reculé partout dans le monde, **a souligné Rudolf Minsch**, chef économiste d'economiesuisse, au cours de la conférence de presse. En Suisse aussi, la mondialisation a favorisé la prospérité pour quasiment tous les ménages. Outre le commerce, les investissements directs effectués à l'étranger par des entreprises constituent un élément décisif de cette évolution spectaculaire. Les entreprises suisses sont très actives dans ce domaine. Elles emploient actuellement quelque 800 000 personnes hors des pays industrialisés occidentaux, contribuant ainsi à l'augmentation de la prospérité dans les pays en développement et émergents. La

Suisse, a déclaré Rudolf Minsch, serait bien inspirée de miser sur ses points forts et de les développer: ouverture, diplomatie active ainsi que de bonnes politiques économique et en matière de formation.

Les accords conclus avec de nombreux pays gagnent en importance

En tant que nation exportatrice, la Suisse est particulièrement confrontée au conflit commercial de plus en plus intense entre les États-Unis, la Chine et l'UE, a déclaré Jan Atteslander, responsable de la politique économique extérieure d'économiesuisse. Ce conflit pèsera sur la croissance et affectera par conséquent les exportations suisses. On déplore surtout aussi la baisse de la confiance réciproque entre les membres de l'OMC, ce qui tend à affaiblir l'OMC et le multilatéralisme. Dans ce contexte, assurer la sécurité juridique pour les accords internationaux existants est d'autant plus crucial.

Avec des accords multilatéraux sous pression, les accords de libre-échange, de protection des investissements et de double imposition – conclus bilatéralement avec d'autres pays – gagneront en importance pour la Suisse. Cela vaut également pour des mécanismes contraignants de règlement des différends visant à maintenir la sécurité juridique. Concrètement, il y a lieu de mentionner l'accord-cadre avec l'Union européenne qui permettrait à la Suisse de surmonter l'immobilisme qui prévaut depuis dix ans en matière de politique européenne. Ensuite, plusieurs accords de libre-échange devraient être actualisés, en l'occurrence ceux conclus avec la Chine, le Japon, le Canada et le Mexique. Enfin, il importe de conclure de nouveaux accords de libre-échange, notamment avec le Mercosur, l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam et de viser un accord de libre-échange avec les États-Unis. «La Suisse en tant qu'économie de marché ouverte et libérale doit renoncer à des mesures protectionnistes, si elle souhaite réussir dans le commerce mondial», a déclaré Jan Atteslander.

Trois initiatives protectionnistes en votation

«Malheureusement, plusieurs projets politiques actuellement sur la table visent un cloisonnement du marché ou vont du moins dans cette direction», a affirmé Monika Rühl, présidente de la direction d'économiesuisse. Et de mentionner trois objets qui seront soumis au peuple dans les semaines et mois à venir: le 23 septembre, les citoyens voteront sur les initiatives populaires «pour la souveraineté alimentaire» du syndicat paysan Uniterre et «pour des aliments équitables» des Verts. Toutes deux demandent davantage d'interventions étatiques, avec pour conséquence une mise sous tutelle des consommateurs, une hausse des prix ainsi qu'une réduction du choix des denrées alimentaires. En interdisant l'importation de certains produits et en introduisant de nouveaux obstacles au commerce, ces deux initiatives portent atteinte au droit international et à l'accord sur l'agriculture avec l'UE. Elles provoqueraient des mesures de rétorsion de la part d'autres pays – eu égard aux exportations de fromage suisse par exemple – et risqueraient de pénaliser les entreprises suisses. Cela menacerait l'accès aux marchés du monde entier, vital pour nos entreprises exportatrices.

Le 25 novembre prochain, le peuple votera sur l'initiative contre le droit international de l'UDC. Son acceptation aurait de graves conséquences pour

l'économie: elle ferait peser en permanence une épée de Damoclès sur des centaines d'accords économiques et créerait ainsi une insécurité juridique persistante. Or ces accords garantissent actuellement l'accès de la Suisse à ses marchés d'exportation. «La question fondamentale posée par l'initiative contre le droit international est la suivante: ouverture et interconnexion ou cloisonnement et isolement?»

«Les syndicats et les partis doivent tendre la main»

L'accord-cadre avec l'UE est un dossier clé de la politique économique extérieure de la Suisse. Les milieux économiques soutiennent les négociations, car la Suisse est tributaire de relations stables avec son partenaire commercial de loin le plus important. Rares sont les entreprises exportatrices suisses qui n'entretiennent pas des relations économiques de quelque forme que ce soit avec un État membre de l'UE. Un accord-cadre de qualité garantirait la sécurité juridique dont notre économie a besoin.

«Sans accord-cadre, le développement de nos relations avec l'UE sera remis en question», a ajouté **Monika Rühl**. La qualité des accords bilatéraux en vigueur se détériorerait progressivement tout comme l'accès au marché intérieur de l'UE. Dès lors, la Suisse perdrait de son attrait en tant que site d'implantation pour des entreprises actives à l'international.

«Nous invitons les syndicats et les partis politiques à assumer leurs responsabilités dans l'intérêt de l'économie dans son ensemble et à tendre la main pour élaborer des solutions constructives», a lancé **Monika Rühl**. Cela permettra de restaurer, enfin, la sécurité juridique si importante pour les décisions d'investissement des entreprises. Des investissements en termes de places de travail sont également en jeu.

Publication

Prosperité: Le rôle sous-estimé de la mondialisation

Exposés

Rudolf Minsch: Le rôle sous-estimé de la mondialisation

Jan Atteslander: Les accords bilatéraux gagnent en importance

Monika Rühl: Rester attrayant en tant que partenaire commercial